

Georges-Louis Bouchez



Le président du MR Georges-Louis Bouchez souligne l'importance de secteur de la construction pour l'économie belge



Le 30 mars dernier, la FEGC organisait son Comité Fédéral. L'orateur invité était cette fois le Président du MR, Georges-Louis Bouchez, qui a souligné l'importance de secteur de la construction pour l'économie belge. « *Nous avons besoin de plusieurs dizaines de milliers de logements supplémentaires en Belgique en général, et plus particulièrement en Wallonie et à Bruxelles* », déclarait-il fermement.

« *Nous devons travailler autour de trois axes pour permettre au secteur de la construction de continuer de se développer, de rester compétitif et de jouer un rôle utile pour notre société* », enchaîne Georges-Louis Bouchez. « *Des réformes doivent être instaurées dans le secteur de l'énergie, où le mix énergétique avec les énergies renouvelables et nucléaires permettra de maîtriser nos prix et d'être autonomes sur le plan énergétique, mais aussi de répondre au défi climatique, un des grands défis du secteur de la construction. Le deuxième élément, ce sera la fiscalité, avec par exemple une TVA à 6% sur la démolition / reconstruction, et toute une série de mécanismes qui incitent à des comportements vertueux en matière de construction, mais qui aussi accompagnent et aident à l'acquisition à la propriété, pour les plus jeunes en particulier.* »

Pour le troisième axe, Georges-Louis Bouchez se tourne vers l'emploi : « *Il y a aujourd'hui 140.000 métiers en pénurie dans notre pays. Le secteur de la construction est un des secteurs qui souffrent le plus de cette pénurie, alors que dans le même temps, il y a plus de 200.000 demandeurs d'emploi en Wallonie. De ce fait, si on veut améliorer notre taux d'emploi aujourd'hui, 65% en Wallonie et à peine 62% à Bruxelles, il faut permettre au secteur de la construction de disposer de personnel formé et motivé. L'augmentation du taux d'emploi à 80% au niveau national, représente un enjeu majeur de notre société. Cela permettrait à l'Etat d'obtenir 26 milliards d'euros de recettes en plus, de l'argent qui pourrait servir à baisser les impôts et améliorer les services publics.* »